



Rapport financier semestriel

2010

Rapport d'activité
Comptes consolidés

THALES

Rapport financier semestriel Juin 2010

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	3
Rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre 2010	5
o Prises de commandes	6
o Revenus	8
o Résultats	10
o Situation financière	13
o Evénements récents	14
o Parties liées	14
o Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	15
o Vues pour l'année en cours	15
o Annexe	16
Comptes consolidés au 30 juin 2010	19
o Compte de résultat consolidé	20
o Etat consolidé du résultat global	21
o Bilan consolidé	22
o Tableau des flux de trésorerie consolidés	23
o Variation des capitaux propres consolidés	24
o Notes annexes aux comptes consolidés	25
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	41



Attestation du responsable du rapport financier semestriel

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes semestriels condensés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2010

Luc Vigneron
Président-directeur général



Rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre 2010

- **Revenus : 5,96 Md€**, en progression de **+4%** (+1% sur une base organique¹)
- **Prises de commandes : 5,14 Md€**, en retrait de **-12%** (-14% en organique¹), après deux très bonnes années 2008 et 2009, marquées par un volume élevé de commandes d'un montant unitaire supérieur à 100 M€
- **Résultat opérationnel courant (après restructurations)² : 204 M€ (3,4% des revenus)**, contre 68 M€ au premier semestre 2009
- **Résultat net, part du Groupe : 138 M€** contre 12 M€ au premier semestre 2009

Thales a réuni son conseil d'administration le 28 juillet 2010 pour examiner les comptes du premier semestre 2010. A cette occasion, le Président-directeur général du Groupe, Luc Vigneron, a déclaré : **"Dans un environnement marqué par les pressions croissantes sur les budgets publics en Europe et Amérique du nord, nos réalisations du premier semestre sont pleinement en ligne avec nos attentes de début d'année. Le redressement des résultats de Thales est désormais entamé et le Groupe poursuit sa mobilisation sur l'amélioration de ses performances et la mise en œuvre d'une politique dynamique de développement sur les économies des pays émergents."**

Chiffres-clés au 30 juin 2010 (en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009	Variation totale	Variation organique
Prises de commandes	5 144	5 860	-12%	-14%
Carnet de commandes	24 903	24 731 ³	+1%	-3%
Revenus	5 955	5 744	+4%	+1%
ROC (après restructurations)	204	68	+199%	+134%
<i>en % des revenus</i>	3,4%	1,2%		
Résultat net, part du Groupe	138	12		
Dette nette	595	886		

¹ Dans ce rapport, "organique" s'entend "à périmètre et taux de change constants".

² Avant impact des écritures d'allocation du prix d'acquisition ("PPA"), cf. détail en annexe.

³ Au 31 décembre 2009.

Prises de commandes

Les nouvelles commandes entrées en carnet au premier semestre 2010 ont atteint 5 144 M€, en repli de 12% (-14% en organique) par rapport au premier semestre 2009, qui avait bénéficié de grosses commandes, notamment à l'export. Le ratio des prises de commandes sur les revenus ("book-to-bill") ressort à 0,86 au 30 juin 2010. L'impact de change sur les prises de commandes s'élève à +119 M€, dont 67 M€ liés à la variation du cours du dollar australien.

Ces prises de commandes incluent trois commandes d'un montant supérieur à 100 M€ : deux satellites pour une filiale de Gazprom en Russie, un contrat de support logistique pour le programme de drones Watchkeeper au Royaume-Uni et une commande de multimédia de bord. Les commandes d'un montant inférieur à 100 M€, qui avaient été les plus affectées par l'environnement économique en 2009, enregistrent une légère reprise au cours de ce premier semestre.

Au 30 juin 2010, le carnet de commandes consolidé atteint 24 903 M€, sensiblement stable par rapport au 31 décembre 2009, et continue de représenter environ 23 mois de revenus.

Prises de commandes par activité¹

Prises de commandes S1 2010 (en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009	Variation totale	Variation organique	Book- to-bill
Défense & Sécurité	2 605	3 104	-16%	-19%	0,76
Aérospatial & Transport	2 514	2 731	-8%	-9%	1,00
Autres et activités cédées	25	25	N/A	N/A	
Prises de commandes	5 144	5 860	-12%	-14%	0,86

Les prises de commandes du pôle **Défense & Sécurité** ont atteint 2 605 M€, en retrait de 16% (-19% en organique) par rapport au premier semestre 2009. Globalement, après les très bonnes commandes enregistrées en 2009 du fait notamment de plans de relance nationaux, la pression attendue sur les commandes de défense s'est confirmée. La baisse des prises de commandes est très sensible dans les Opérations aériennes, où les commandes de radars civils en Asie du premier trimestre n'ont pas compensé l'absence de commandes militaires majeures, à l'inverse du premier semestre 2009 qui avait enregistré les suites du contrat LOC1 pour l'OTAN et les contrats GM400 en Finlande. Les prises de commandes des Systèmes C4I connaissent également un retrait marqué par rapport au niveau élevé de l'an passé (qui avait enregistré le contrat pour la sécurité de la ville de Mexico et plusieurs contrats de communication à l'export), alors que l'on constate une stabilisation des activités de systèmes d'information critiques. En revanche, la

¹ cf. définition des pôles d'activité en annexe

croissance des prises de commandes est particulièrement nette dans les activités de systèmes de mission de défense, avec notamment les contrats de support logistique Watchkeeper ainsi que de modernisation et de support Rafale. Les activités de défense terrestre ont également bien progressé avec plusieurs contrats d'optronique.

Les commandes du pôle **Aérospatial & Transport** s'élèvent à 2 514 M€, en baisse de 8% (-9% en organique) par rapport au niveau du premier semestre 2009, avec néanmoins un ratio de book-to-bill qui se maintient à 1. Malgré l'entrée en carnet de quatre satellites, dont deux pour Gazprom, les prises de commandes des activités spatiales sont en net repli par rapport au premier semestre 2009, au cours duquel avaient été enregistrés plusieurs contrats importants (Globalstar, Cygnus). Le contrat avec Iridium aux Etats-Unis (constellation de 81 satellites) n'est pas inclus dans les prises de commandes de ce premier semestre, son entrée en vigueur étant attendue pour le second semestre 2010, après la finalisation de son financement. Les commandes dans les Systèmes de Transport affichent également une baisse marquée, après les contrats majeurs notifiés au premier semestre 2009 (Ligne ferroviaire nord-sud en Arabie, lignes à grande vitesse en Espagne) et en dépit de la notification d'un contrat pour la modernisation de la Flushing Line du métro de New York. En revanche, l'avionique a vu ses commandes augmenter fortement, portée par une bonne dynamique des activités de multimédia de bord (B787 pour Qatar Airways, B777 pour Saudi Arabian Airlines), des commandes en progression dans l'avionique pour hélicoptères, ainsi que pour les tubes et systèmes d'imagerie médicale.

Prises de commandes par zone d'origine¹

Prises de commandes S1 2010 (en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009	Variation totale	Variation organique	Book- to-bill
Zone A	1 766	1 311	+35%	+24%	0,85
Zone B	1 067	1 522	-30%	-31%	0,90
France	2 308	3 024	-24%	-24%	0,86
<i>Autres et activités cédées</i>	3	3	N/A	N/A	
Prises de commandes	5 144	5 860	-12%	-14%	0,86

Dans la **zone A**, les prises de commandes atteignent **1 766 M€** au premier semestre 2010, en hausse de 35% (24% en organique) par rapport à la même période de l'an dernier. Cette augmentation a été particulièrement forte aux Etats-Unis, avec la signature des contrats de multimédia de bord et de modernisation du métro de New York évoqués plus haut. Les Pays-Bas ont enregistré une forte croissance de leurs prises de commandes avec notamment plusieurs contrats de support naval. En revanche, les prises de commandes du Royaume-Uni sont en léger retrait par rapport au premier semestre 2009, malgré le contrat de support Watchkeeper.

¹ cf. définition des zones géographiques en annexe

Les prises de commandes de la **zone B** sont en retrait de 30% (-31% en organique) à **1 067 M€** par rapport au premier semestre 2009, au cours duquel l'Arabie Saoudite et l'Espagne avaient enregistré plusieurs commandes significatives de systèmes de signalisation (ligne ferroviaire Nord-Sud et métro de La Mecque en Arabie Saoudite, lignes à grande vitesse espagnoles), que les contrats pris en 2010 pour les métros de Porto (Portugal) et Bangalore (Inde) ne compensent que partiellement. L'Allemagne, toutefois, affiche des prises de commandes en hausse avec des contrats navals et de gestion du trafic aérien. Les prises de commandes à partir de l'Italie sont en forte baisse en raison du recul relatif des commandes spatiales (contrat Cygnus pour la station spatiale internationale en 2009).

En **France**, comme attendu, les commandes ont baissé à **2 308 M€** au premier semestre, soit -24% par rapport à la même période de l'an dernier, qui avait vu l'enregistrement de nombreux contrats importants dans les unités françaises (plusieurs satellites, contrat de sécurité pour la ville de Mexico, radars GM400 pour la Finlande, suites du contrat LOC1). Néanmoins, au-delà des commandes pour plusieurs satellites, un flux significatif de commandes de montant unitaire plus modeste a été enregistré au premier semestre. Celles-ci concernent des systèmes pour avions de combats, de l'optronique, des communications militaires, de l'avionique pour hélicoptères militaires, des radars civils et des tubes et systèmes d'imagerie médicale.

Revenus

Les **revenus consolidés** s'élèvent à **5 955 M€** au 30 juin 2010 contre 5 744 M€ au 30 juin 2009, correspondant à une variation de **+4%** (+1% en organique). L'impact des **variations de change** sur les revenus s'est élevé à +158 M€ et correspond pour l'essentiel à la conversion en euros des revenus des filiales implantées hors de la zone euro. Il résulte principalement du raffermissement du dollar australien (+71 M€), du dollar canadien (+25 M€), du dollar américain et de la livre sterling par rapport à l'euro. Les mouvements du périmètre de consolidation¹ ont contribué à hauteur de +16 M€.

Revenus par activité

Revenus S1 2010 (en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009	Variation totale	Variation organique
Défense & Sécurité	3 401	3 338	+2%	-1%
Aérospatial & Transport	2 520	2 369	+6%	+4%
Autres et activités cédées	34	37	N/A	N/A
Revenus	5 955	5 744	+4%	+1%

¹ Consolidation, depuis le 1^{er} juillet 2009, de la société CMT Medical Technologies et, depuis le 1^{er} juin 2010, de 50% de la société Sapura Thales Electronics

Le pôle **Défense & Sécurité** enregistre des revenus de **3 401 M€** contre 3 338 M€ au premier semestre 2009, en progression de 2% (-1% en organique). Les revenus des activités de Systèmes de défense terrestre sont stables, malgré l'érosion des ventes des activités de missiles, tout comme les revenus des activités de Systèmes C4I, en dépit de la baisse des volumes des activités de radios tactiques aux Etats-Unis et un environnement toujours difficile pour les activités de systèmes d'information critiques. Les activités de Systèmes de mission de défense sont en léger recul, en raison notamment de moindres facturations Rafale, malgré la bonne progression des ventes de sonars (FREMM et NH90 en France, ALFS aux Etats-Unis). A l'inverse, les revenus des Opérations aériennes s'inscrivent en forte hausse, à la suite des commandes obtenues l'an dernier (radars GM400, suites LOC1).

Dans le pôle **Aérospatial & Transport**, les revenus atteignent 2 520 M€, en augmentation de 6% (4% en organique) par rapport au premier semestre 2009. Les revenus des activités spatiales sont restés globalement stables. Les activités de Systèmes de transports enregistrent une progression de leurs revenus, avec notamment la montée en puissance des facturations sur les contrats ferroviaires notifiés l'an dernier en Arabie. Les revenus des activités d'avionique augmentent également, soutenus par la hausse marquée de l'activité de multimédia de bord, qui compense le repli des activités avions régionaux (et dans une moindre mesure Airbus, avec un effet mix et prix) et l'absence de reprise dans le support. Les Tubes et systèmes d'imagerie, avec la récente amélioration des commandes dans ces activités à cycle court, contribuent à la croissance des revenus d'avionique.

Revenus par zone d'origine

Revenus S1 2010 (en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009	Variation totale	Variation organique
Zone A	2 073	1 869	+11%	+3%
Zone B	1 184	1 097	+8%	+6%
France	2 695	2 773	-3%	-3%
<i>Autres et activités cédées</i>	3	5	N/A	N/A
Revenus	5 955	5 744	+4%	+1%

Les revenus de la **zone A**, de **2 073M€**, sont supérieurs de 11% à ceux du premier semestre 2009 (+3% en organique). La hausse a été particulièrement importante au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et aux Pays-Bas. L'augmentation des revenus au Royaume-Uni résulte notamment de la progression des facturations sur le contrat des ravitailleurs FSTA. Aux Etats-Unis, où les revenus sont en croissance sensible, la hausse des

revenus des activités de multimédia de bord ainsi que l'augmentation de l'activité de gestion du trafic aérien compensent la baisse de l'activité de radios tactiques. Enfin, les Pays-Bas enregistrent une forte progression de leurs revenus grâce à la hausse de l'activité sur les contrats navals pour le Maroc et le Danemark.

La **zone B** présente des revenus de **1 184M€**, en hausse de 8% (6% en organique) par rapport au premier semestre 2009. Cette évolution favorable est tirée par l'Italie et l'Arabie Saoudite, l'Allemagne affichant une stabilité de ses revenus. L'Italie voit ses revenus progresser grâce au développement du programme du métro de Dubaï. En Arabie Saoudite, les revenus augmentent avec la montée en puissance des contrats de transport signés l'an dernier. Ces évolutions positives compensent le recul de l'activité en Espagne, qui enregistre une baisse de ses revenus dans le Transport après les niveaux très élevés de facturation sur les contrats des lignes à grande vitesse en 2009.

Avec des revenus de **2 695 M€**, la **France** enregistre une légère baisse de 3%. Les revenus des sociétés spécialisées en équipements aéroportés, optroniques et avionique décroissent fortement, essentiellement en lien avec le jalonnement des contrats dans le domaine militaire et un environnement encore peu favorable dans l'aviation commerciale. Les activités spatiales sont pratiquement stables avec la poursuite du développement du programme Yahsat aux Emirats Arabes Unis et du projet de constellation Globalstar. En revanche, les revenus des sociétés françaises actives dans les sonars (projets en France et aux Etats-Unis), les radars de surface (projets pour l'OTAN, projet européen COOPANS de gestion du trafic aérien) ainsi que la simulation militaire et les Tubes et systèmes d'imagerie affichent une bonne croissance.

Résultats

Le **Résultat opérationnel courant (après restructurations)¹**, à **204 M€**, représente **3,4%** des revenus, contre 68 M€ (1,2% des revenus) pour la même période l'an dernier. Ce triplement du résultat opérationnel courant reflète essentiellement la réduction des écarts négatifs sur contrats par rapport à la même période de l'an dernier, notamment dans le pôle Aérospatial & Transport.

L'approche plus restrictive adoptée depuis le début de l'année en matière d'activation des charges de recherche et développement réduit le taux de résultat opérationnel courant (après restructurations) d'environ 0,5% des revenus.

Les charges de restructurations ont atteint 47 M€, soit 0,8% des revenus, contre 42 M€ (0,7% des revenus) au premier semestre 2009.

¹ Avant impact des écritures d'allocation du prix d'acquisition ("purchase price allocation" ou "PPA")

ROC (après restructurations) par activité

ROC (après restructurations) S1 2010 (en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009	Variation totale	Variation organique
Défense & Sécurité	207	192	+8%	+5%
<i>en % des revenus</i>	<i>6,1%</i>	<i>5,8%</i>		
Aérospatial & Transport	7	-106	<i>ns</i>	<i>ns</i>
<i>en % des revenus</i>	<i>0,3%</i>	<i>-4,5%</i>		
<i>Autres et activités cédées</i>	<i>-10</i>	<i>-18</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>
ROC (après restructurations)	204	68	+199%	+134%
<i>en % des revenus</i>	<i>3,4%</i>	<i>1,2%</i>		

Le pôle **Défense & Sécurité** affiche un résultat opérationnel courant (après restructurations) de **207 M€**, en hausse de 8% (5% en organique) et correspondant à **6,1%** des revenus. Cette légère progression recouvre des évolutions contrastées dans les différents segments qui composent ce pôle. Ainsi, la rentabilité des Systèmes C4I est affectée par les moindres volumes enregistrés sur les communications tactiques aux Etats-Unis, un contexte toujours peu porteur dans les activités de systèmes d'information critiques, la montée en puissance progressive des activités de sécurité, ainsi que par la hausse des dépenses de recherche et développement. Les Systèmes de défense terrestre affichent également une rentabilité en repli, ce semestre ayant été marqué par le recul déjà mentionné de l'activité dans les missiles, ainsi que par d'importantes dépenses commerciales et de recherche et développement. En revanche, la rentabilité des Opérations aériennes est tirée par la hausse des volumes d'activité, notamment dans le domaine du contrôle du trafic aérien. Enfin, les activités de Systèmes de mission de défense affichent une forte augmentation de leur rentabilité, le premier semestre de l'an dernier ayant été particulièrement affecté par d'importantes provisions sur contrats, notamment dans le domaine de la guerre électronique navale et sur le programme Meltem d'avions de patrouille et surveillance maritimes en Turquie.

Le résultat opérationnel courant (après restructurations) du pôle **Aérospatial & Transport** redevient légèrement positif, à **7 M€ (0,3% des revenus)**, contre une perte de -106 M€ au premier semestre de l'an dernier. Ce retour à l'équilibre résulte pour l'essentiel de la forte réduction des pertes dans l'avionique, grâce à l'importante baisse des écarts négatifs sur contrats (une charge de 102 M€ ayant notamment été constatée sur le programme A400M au premier semestre 2009). Par ailleurs, la réduction des écarts négatifs sur les contrats de billetterie conduit également à une amélioration significative du résultat des activités de Systèmes de transport, malgré un tassement de la rentabilité des activités de signalisation et des charges de

restructuration en France. Enfin, les activités spatiales enregistrent une bonne progression de leur rentabilité liée à un meilleur mix de contrats.

ROC (après restructurations) par zone d'origine

ROC (après restructurations) S1 2010 (en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009	Variation totale	Variation organique
Zone A	95	75	+28%	+18%
<i>en % des revenus</i>	4,6%	4,0%		
Zone B	49	70	-30%	-35%
<i>en % des revenus</i>	4,1%	6,4%		
France	62	-61	ns	ns
<i>en % des revenus</i>	2,3%	-2,2%		
<i>Autres et activités cédées</i>	-2	-16		
ROC (après restructurations)	204	68	+199%	+134%
<i>en % des revenus</i>	3,4%	1,2%		

La **Zone A** voit sa rentabilité opérationnelle courante progresser de 28% (18% en organique) pour atteindre **95 M€ (4,6%** des revenus). Cette évolution positive est tirée par les Etats-Unis, les Pays-Bas et le Canada. Dans les deux premiers pays, la croissance du résultat opérationnel est essentiellement liée à la hausse des volumes d'activité (multimédia de bord, naval), tandis que la rentabilité du Canada s'améliore avec la décreue des dépenses de développement dans l'aéronautique civile.

Dans la **zone B**, le résultat opérationnel courant (après restructurations), à **49 M€** soit **4,1%** des revenus, est en baisse de 30% (35% en organique) par rapport au premier semestre 2009, la bonne tenue des résultats en Italie ne compensant que partiellement la baisse de la rentabilité de l'Espagne et de l'Allemagne et une croissance de charges de restructurations de 11 M€.

La **France** affiche un résultat opérationnel courant (après restructurations) de **62M€ (2,3%** des revenus), contre **-61 M€** au premier semestre de 2009. Cette progression provient pour l'essentiel de la forte réduction des écarts négatifs sur contrats par rapport au premier semestre 2009. On constate par ailleurs l'amélioration sensible de la rentabilité des activités spatiales et dans une moindre mesure des Tubes et systèmes d'imagerie médicale. Ces améliorations ont cependant été contrebalancées par la persistance d'un environnement de marché toujours peu favorable en aéronautique civile, ainsi que par la réduction, attendue, des volumes dans plusieurs segments de marché de défense (avionique militaire, systèmes aéroportés, optronique, support, électronique de missile).

Le **résultat opérationnel** inclut une charge de 35 M€ relative à l'arbitrage Taiwan¹, dont la sentence a été prononcée le 3 mai dernier, ainsi qu'un produit de cession de 33 M€ lié à la vente de la participation de 20% détenue par Thales dans Camelot Group plc¹, l'opérateur de la loterie britannique.

La **charge financière nette**, à **-34 M€**, diminue sensiblement par rapport au niveau du premier semestre 2009 (60 M€), notamment en raison de l'amélioration des résultats de change dans un contexte de marché qui demeure très volatil. Les **autres composantes de la charge de retraite** atteignent **-38 M€** contre un montant de -59 M€ au premier semestre 2009 qui comprenait des charges non-récurrentes à hauteur 17 M€ au Royaume-Uni. Le **résultat des sociétés en équivalence**² demeure pratiquement inchangé à **30 M€**, contre 29 M€.

Le premier semestre 2010 se solde ainsi par un **bénéfice net, part du groupe**² en progression marquée, à **138 M€** (contre 12 M€ au premier semestre 2009), après une charge d'impôt² de 12 M€ contre un produit d'impôt² de 33 M€ au premier semestre 2009.

Situation financière au 30 juin 2010

Sur les six premiers mois de 2010, le **"free cash flow opérationnel"**³ a représenté **-457 M€**, contre -20 M€ sur la même période de l'an dernier. Cette évolution résulte, pour -187 M€, de l'impact de l'accroissement, par rapport au premier semestre 2009, des retards de paiement de la Direction générale de l'armement (après cessions de créances) et d'autre part, pour environ -200 M€, de l'incidence des encaissements anticipés en fin d'exercice 2009, initialement attendus début 2010.

A fin juin 2010, la **dette nette** atteint **595 M€**, contre 91 M€ à fin décembre 2009, mais reste inférieure au niveau de fin juin 2009 (886 M€) et les **capitaux propres, part du Groupe** atteignent **3 807 M€** contre 3 895 M€ à fin juin 2009.

Thales rappelle qu'il dispose de lignes de crédits bancaires confirmées et non-utilisées pour un montant de 1 500 M€, venant à échéance fin 2011 et dont la documentation ne comporte pas de clauses d'exigibilité anticipée fondées sur le rating ou des ratios financiers. En dépit de leur abaissement récent d'un cran par Standard & Poors et Moody's, les notations à long terme de Thales (BBB+ / A2, perspective stable) continuent de refléter un profil financier de qualité et placent le Groupe à un niveau supérieur ou similaire à celui de ses pairs.

¹ cf. ci-après, paragraphe "Événements récents"

² Avant impact des écritures d'allocation du prix d'acquisition ("purchase price allocation" ou "PPA")

³ Autofinancement d'exploitation + variation du besoin en fonds de roulement (BFR) et des provisions pour risques et charges – versements des prestations de retraites (hors versements au titre de la réduction des déficits et modifications de régime au Royaume-Uni) – impôts payés – investissements industriels nets : cf. détail en annexe

Evénements récents

Arbitrage Taiwan (Republic of China Navy)

Thales a pris connaissance de la sentence notifiée le 3 mai 2010 dans l'arbitrage l'opposant à la Marine de la République de Chine (Taiwan). Cette décision intervient au titre de la violation alléguée des dispositions contractuelles relatives à l'utilisation d'intermédiaires, dans le cadre d'un contrat conclu en 1991 par Thomson-CSF (devenue Thales) pour la fourniture à Taiwan de six frégates de type Lafayette.

Le montant total de la sentence s'élève à 482 MUSD et 82 M€, portant intérêts depuis août 2001, ainsi qu'environ 15 M€, portant intérêts à compter du 3 mai 2010, soit un total d'environ 630 M€ (intérêts inclus).

La société a formé un recours en annulation contre cette sentence devant la Cour d'Appel de Paris.

La part de Thales dans ce litige s'élève à 27,463% du total, correspondant à sa part industrielle dans le contrat de fourniture. Compte tenu des provisions passées antérieurement, un complément de 35 M€ (avant impôts) a été enregistré dans les comptes du premier semestre.

Cession de la participation dans Camelot Group plc (Royaume-Uni)

Fin juin 2010, la Commission nationale de la loterie britannique a notifié son accord en vue de la cession par Thales de sa participation de 20% dans Camelot Group plc, société opératrice de la loterie britannique, au fonds de pension canadien Ontario Teachers Pension Plan. La cession a été enregistrée dans les comptes du premier semestre et conduit à la constatation d'un produit de 33 M€.

Parties liées

Les principales transactions entre parties liées sont renseignées dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés du document de référence 2009.

Les revenus réalisés au premier semestre 2010 avec l'Etat français s'élèvent à 870 M€ (contre 900 M€ au premier semestre 2009).

Au 30 juin 2010, le montant des créances échues, portant intérêt moratoire, vis-à-vis de la Direction générale de l'armement s'élève à 450 M€ (contre 45 M€ au 31 décembre 2009).

Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

En dehors de l'évolution de la procédure d'arbitrage précédemment exposée, aucune évolution significative des risques et incertitudes décrits dans le rapport de gestion du Groupe pour l'exercice 2009 ("B. Facteurs de risques", page 17 et suivantes du document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 26 mars 2010), n'a été enregistrée.

Vues pour l'année en cours

Dans un environnement économique global encore incertain, un contexte de pressions budgétaires croissantes pour les gouvernements et un marché de l'aéronautique civile encore fragile, les performances de Thales s'inscrivent en pleine conformité avec les vues pour l'année en cours telles que le Groupe les a communiquées en début d'année.

Le résultat opérationnel courant (après restructurations) a connu un net redressement, lié principalement à l'importante réduction des écarts négatifs sur contrats qui avaient lourdement pesé sur la rentabilité du Groupe en 2009. Néanmoins, Thales rappelle que des incertitudes demeurent dans la réalisation de certains programmes complexes aéronautiques et de billettique et, en particulier, concernant l'issue des discussions en cours, tant avec le ministère de la défense turc sur le programme Meltem qu'avec Airbus sur le programme A400M. Ces éléments sont susceptibles d'avoir une incidence matérielle sur le résultat de ces programmes sur l'exercice en cours.

Au total, Thales confirme, pour l'ensemble de l'année 2010, s'attendre à une stabilité de ses revenus, un repli de ses prises de commandes par rapport au niveau très élevé de 2009 et un taux de résultat opérationnel courant (après restructurations) entre 3 et 4%.

> Définition des segments

Pôles d'activité

- **Défense & Sécurité :** Systèmes C4I de Défense et Sécurité, Systèmes de Mission de Défense, Défense Terrestre, Opérations Aériennes
- **Aérospatial & Transport:** Avionique, Systèmes de Transport, Espace

Zones géographiques

- **Zone A :** USA, Canada, Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège, Corée du Sud, Australie, Europe centrale et du Nord, Asie du Nord
- **Zone B** Allemagne, Autriche, Suisse, Italie, Espagne, Singapour, Amérique Latine, Reste de l'Europe, Moyen-Orient & Afrique, Asie Occidentale et Asie du Sud
- **France**

> Prises de commandes – S1 2010 par destination

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation totale	<i>Variation organique</i>	S1 2010 en %
France	1 074	1 154	-7%	-7%	21%
Royaume-Uni	536	555	-3%	-6%	10%
Autres pays d' Europe	1 436	1 754	-18%	-19%	28%
Total Europe	3 046	3 463	-12%	-13%	59%
Amérique du Nord	610	566	+8%	+4%	12%
Asie et Pacifique	693	678	+2%	-8%	13%
Proche et Moyen-Orient	570	618	-8%	-8%	11%
Reste du Monde	225	535	-58%	-58%	5%
Total hors Europe	2 098	2 397	-12%	-16%	41%
Prises de commandes	5 144	5 860	-12%	-14%	100%

> Revenus consolidés – S1 2010 par destination

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2010	S1 2009	Variation totale	Variation organique	S1 2010 en %
France	1 309	1 399	-6%	-7%	22%
Royaume-Uni	767	662	+16%	+13%	13%
Autres pays d'Europe	1 530	1 556	-2%	-2%	26%
Total Europe	3 606	3 617	-0%	-1%	61%
Amérique du Nord	590	546	+8%	+4%	10%
Asie et Pacifique	820	734	+12%	-2%	14%
Proche et Moyen-Orient	600	532	+13%	+11%	10%
Reste du Monde	339	315	+8%	+6%	5%
Total hors Europe	2 349	2 127	+10%	+4%	39%
Revenus consolidés	5 955	5 744	+4%	+1%	100%

> Carnet de commandes par destination – S1 2010

<i>en millions d'euros</i>	S1 2010	31 déc 2009	S1 2010 en %
France	6 388	6 608	26%
Royaume-Uni	4 200	4 065	17%
Autres pays d'Europe	5 952	5 990	23%
Total Europe	16 540	16 663	66%
Amérique du Nord	1 434	1 281	6%
Asie et Pacifique	3 203	3 072	13%
Proche et Moyen Orient	2 188	2 154	9%
Reste du Monde	1 538	1 561	6%
Total hors d'Europe	8 363	8 068	34%
Total carnet de commandes	24 903	24 731	100%

> Carnet de commandes par domaine – S1 2010

<i>en millions d'euros</i>	S1 2010	Décembre 2009	Variation totale	Variation organique
Défense & Sécurité	15 032	15 223	-1%	-5%
Aéronautique & Transport	9 801	9 408	+4%	+0%
<i>Autres & activités cédées</i>	70	100	-30%	-36%
Total	24 903	24 731	+1%	-3%

> Impact des écritures d'allocation du prix d'acquisition ("PPA")

<i>en millions d'euros</i>	S1 2010 hors PPA	Impact du PPA	S1 2010 publié
Coût de l'activité	-4 706	--	-4 706
Amortissement des actifs incorporels acquis	--	-41	-41
Résultat opérationnel courant (après restructurations)	204	-41	164

Impôt sur les bénéfices	-12	14	1
Résultat des sociétés en équivalence	29	-4	25
Résultat net "part du Groupe"	138	-31	106

> Cash flow net – S1 2010

<i>en millions d'euros</i>	S1 2010	S1 2009
Autofinancement d'exploitation	390	197
Variation du BFR et des provisions pour risques et charges	-633	42
Versement au titre des prestations de retraite et des modifications de régime	-35	-35
Impôt courant net versé	-38	-46
Cash flow opérationnel net	-316	158
Investissements industriels nets	-141	-178
<i>dont R&D capitalisée</i>	18	48
Free cash flow opérationnel	-457	-20
Solde net des (acquisitions)/cessions	-5	-149
Versement au titre des déficits de financement des régimes des retraites au R-U	-32	-28
Dividendes	-98	-205
Cash flow net	-592	-402

THALES

COMPTES CONSOLIDES

AU 30 JUIN 2010

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En millions d'euros)

	Notes	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Revenus	note 5	5 955,5	5 743,6	12 881,5
Coût de l'activité		(4 705,6)	(4 692,4)	(10 633,4)
Frais de recherche et développement		(274,3)	(254,9)	(550,5)
Frais commerciaux		(459,6)	(439,7)	(901,9)
Frais généraux et administratifs		(265,0)	(253,6)	(543,4)
Coût des restructurations		(46,6)	(42,2)	(116,1)
Amortissement des actifs incorporels valorisés en juste valeur dans le cadre de regroupements d'entreprises	note 13	(40,8)	(42,2)	(84,4)
Résultat opérationnel courant	note 5	163,6	18,6	51,8
Perte de valeur sur actifs immobilisés	note 6	(4,1)	(5,3)	(260,1)
Résultat des cessions et autres	note 7	(7,4)	5,6	(1,0)
Résultat opérationnel		152,1	18,9	(209,3)
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(40,9)	(47,9)	(91,6)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		10,6	14,8	26,0
Coût de l'endettement financier net		(30,3)	(33,1)	(65,6)
Autres résultats financiers	note 8	(4,0)	(27,4)	(44,9)
Autres composantes de la charge de retraite	note 9	(38,2)	(58,5)	(105,1)
Impôt sur les bénéfices	note 10	1,4	50,0	175,3
Résultat des sociétés mises en équivalence	note 14	25,4	24,7	48,0
Résultat net		106,4	(25,4)	(201,6)
Dont :				
Part du Groupe		106,4	(25,3)	(201,8)
Minoritaires		--	(0,1)	0,2
Résultat par action (en euros)	note 11	0,54	(0,13)	(1,03)
Résultat par action dilué (en euros)	note 11	0,54	(0,13)	(1,03)

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RESULTAT GLOBAL

(En millions d'euros)

	Premier semestre 2010		Premier semestre 2009		Année 2009	
	Part Groupe	Intérêts moins	Part Groupe	Intérêts moins	Part Groupe	Intérêts moins
Résultat net de la période	106,4	--	(25,3)	(0,1)	(201,8)	0,2
Conversion des états financiers des entités étrangères	226,0	0,7	129,9	0,5	119,1	0,6
Couverture d'investissements nets étrangers	(3,2)	--	(4,9)	--	(3,8)	--
Impôt différé	1,1	--	1,5	--	1,3	--
	223,9	0,7	126,5	0,5	116,6	0,6
Couverture de flux de trésorerie	(273,2)	(0,1)	61,1	--	70,8	--
Impôt différé	89,9	--	(18,3)	--	(19,4)	--
	(183,3)	(0,1)	42,8	--	51,4	--
Actifs financiers disponibles à la vente	(5,3)	--	--	--	1,5	--
Impôt différé	--	--	--	--	--	--
	(5,3)	--	--	--	1,5	--
Total des autres éléments du résultat global, net d'impôt	35,3	0,6	169,3	0,5	169,5	0,6
Total du résultat global pour la période	141,7	0,6	144,0	0,4	(32,3)	0,8

BILAN CONSOLIDE

(En millions d'euros)

ACTIF	Notes	30/06/10	31/12/09
Ecarts d'acquisition, net	note 12	3 017,0	2 986,9
Autres immobilisations incorporelles, net	note 13	893,7	925,3
Immobilisations corporelles, net	note 13	1 369,0	1 338,3
Total de l'actif opérationnel non courant		5 279,7	5 250,5
Titres de participation mis en équivalence	note 14	687,9	711,0
Titres de participation		95,2	101,9
Prêts et créances financiers		184,1	171,9
Total de l'actif financier non courant		967,2	984,8
Juste valeur des instruments dérivés : gestion de la dette	note 17	36,2	24,8
Retraite et prestations assimilées	note 9	68,2	66,0
Impôts différés actifs		812,6	678,0
Actifs non courants		7 163,9	7 004,1
Stocks et en-cours		2 490,8	2 210,8
Contrats de construction : actif		2 427,6	2 243,2
Avances et acomptes versés sur commandes en cours		438,4	342,4
Clients et autres créances courantes		4 027,2	3 934,8
Juste valeur des instruments dérivés : gestion du risque de change		188,4	172,6
Total de l'actif opérationnel courant		9 572,4	8 903,8
Impôts courants		35,1	40,4
Créance liée à la cession de Camelot Group Plc.	note 2	92,0	--
Comptes courants auprès de parties liées	note 17	118,3	94,8
Titres de placement	note 17	8,5	4,4
Trésorerie et équivalents trésorerie	note 17	2 021,6	1 960,1
Total de l'actif financier courant		2 240,4	2 059,3
Actifs courants		11 847,9	11 003,5
Total de l'actif		19 011,8	18 007,6
PASSIF	Notes	30/06/10	31/12/09
Capital, primes et autres réserves		4 011,0	4 168,3
Différence de conversion		(59,3)	(283,2)
Actions propres		(144,8)	(141,5)
Capitaux propres, "part du Groupe"		3 806,9	3 743,6
Intérêts minoritaires		10,8	10,2
Capitaux propres	note 15	3 817,7	3 753,8
Dettes financières à long terme	note 17	1 655,8	1 651,6
Provisions pour retraite et prestations assimilées	note 9	862,2	856,7
Impôts différés passifs		244,1	258,6
Passifs non courants		2 762,1	2 766,9
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		3 748,6	3 849,4
Avances remboursables		170,5	172,8
Contrats de construction : passif		961,0	882,7
Provisions pour risques et charges	note 16	1 225,3	1 129,8
Fournisseurs et autres dettes courantes		4 826,7	4 736,0
Juste valeur des instruments dérivés : gestion du risque de change		324,8	100,7
Total du passif opérationnel courant		11 256,9	10 871,4
Impôts courants		50,9	92,2
Part à court terme des dettes financières	note 17	943,3	326,4
Comptes courants auprès de parties liées	note 17	180,9	196,9
Total du passif financier courant		1 124,2	523,3
Passifs courants		12 432,0	11 486,9
Total du passif et des capitaux propres		19 011,8	18 007,6

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(En millions d'euros)

	Notes	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Résultat net		106,4	(25,4)	(201,6)
A ajouter (déduire) :				
Charge (profit) d'impôt sur les bénéfices		(1,4)	(50,0)	(175,3)
Perte (profit) des sociétés mises en équivalence (net des dividendes reçus)		(12,9)	(13,3)	(21,5)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	note 13	207,4	195,1	420,8
Dotation aux provisions pour retraite et prestations assimilées	note 9	69,4	87,1	162,6
Perte de valeur sur actifs immobilisés	note 6	4,1	5,3	260,1
Perte (profit) sur cessions et autres	note 7	7,4	(5,6)	1,0
Dotations (reprises) nettes de provisions pour restructuration		(3,5)	(7,1)	12,1
Autres éléments		13,5	10,8	26,6
Autofinancement d'exploitation		390,4	196,9	484,8
Variation du besoin en fonds de roulement et des provisions pour risques et charges (a)		(633,5)	42,1	924,6
Versement des contributions / prestations de retraite (régimes à prestations définies), dont	note 9	(66,3)	(62,1)	(156,2)
- au titre de la réduction des déficits au Royaume-Uni :		(31,4)	(27,6)	(57,6)
- au titre des contributions / prestations récurrentes :		(34,9)	(34,5)	(98,6)
Impôts sur les bénéfices (payés) / reçus		(38,0)	(45,9)	(98,2)
Cash flow net des activités opérationnelles	- I -	(347,4)	131,0	1 155,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	note 18-a	(144,4)	(180,4)	(418,9)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		3,4	2,1	5,8
Investissement net d'exploitation		(141,0)	(178,3)	(413,1)
Investissements dans les filiales et participations	note 18-b	(6,1)	(141,9)	(148,0)
Cession de titres de participation	note 18-b	0,9	(6,9)	--
Variation des prêts financiers		(12,3)	13,9	4,1
Variation des comptes courants auprès de parties liées		(11,1)	(3,6)	(32,0)
Diminution (augmentation) des titres de placement		(3,3)	10,2	24,0
Investissement financier net		(31,9)	(128,3)	(151,9)
Cash flow net des activités d'investissement	- II -	(172,9)	(306,6)	(565,0)
Distributions de dividendes		(97,7)	(204,7)	(204,7)
Augmentation (diminution) des fonds propres et des intérêts minoritaires	note 18-c	0,3	10,3	21,6
Augmentation des dettes financières		852,8	922,4	1 125,2
Remboursement des dettes financières		(274,4)	(423,9)	(1 103,9)
Cash flow net des activités de financement	- III -	481,0	304,1	(161,8)
Impact des variations de change	- IV -	100,8	52,2	32,1
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	I+II+III+IV	61,5	180,7	460,3
Trésorerie en début de période		1 960,1	1 499,8	1 499,8
Trésorerie en fin de période		2 021,6	1 680,5	1 960,1

(a) La variation du besoin en fonds de roulement inclut la variation des cessions de créances sans recours pratiquées sur l'Etat. Celle-ci s'élève à +157,9 M€ au 1^{er} semestre 2010, (- 58,1 M€ au 1^{er} semestre 2009 et - 50,1 M€ en 2009), conséquence directe des retards de paiement de la Direction générale de l'armement (note 20).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(En millions d'euros)

Au premier semestre 2010 :

	Nombre d'actions en circulation (milliers)	Capital	Primes	Réserves	Couv. de flux de Trésor.	Titres AFS	Diff. de convers.	Actions propres	Capitaux propres « part du Groupe »	Intérêts mino- ritaires	Capitaux propres totaux
Au 1er janvier 2010	195 467	597,1	3 655,3	(197,3)	107,7	5,5	(283,2)	(141,5)	3 743,6	10,2	3 753,8
Résultat net de l'exercice	--	--	--	106,4	--	--	--	--	106,4	--	106,4
Aut. éléments du résultat global	--	--	--	--	(183,3)	(5,3)	223,9	--	35,3	0,6	35,9
Résultat global du 1^{er} semestre 2010	--	--	--	106,4	(183,3)	(5,3)	223,9	--	141,7	0,6	142,3
Augmentation de capital	50	0,1	1,3	--	--	--	--	--	1,4	--	1,4
Dividendes (a)	--	--	--	(97,7)	--	--	--	--	(97,7)	--	(97,7)
Paiement en actions (note 15-b)	--	--	--	8,7	--	--	--	--	8,7	--	8,7
Mouvements sur actions propres	(177)	--	--	(1,9)	--	--	--	(3,3)	(5,2)	--	(5,2)
Autres	--	--	--	6,3	--	--	--	--	6,3	(0,2)	6,1
Variation de périmètre	--	--	--	6,7	1,4	--	--	--	8,1	0,2	8,3
Total des transactions avec les actionnaires	(127)	0,1	1,3	(77,9)	1,4	--	--	(3,3)	(78,4)	--	(78,4)
Au 30 juin 2010	195 340	597,2	3 656,6	(168,8)	(74,2)	0,2	(59,3)	(144,8)	3 806,9	10,8	3 817,7

Au premier semestre 2009 :

	Nombre d'actions en circulation (milliers)	Capital	Primes	Réserves	Couv. de flux de Trésor.	Titres AFS	Diff. de convers.	Actions propres	Capitaux propres « part du Groupe »	Intérêts mino- ritaires	Capitaux propres totaux
Au 1er janvier 2009	194 981	596,2	3 647,8	194,6	56,3	4,0	(399,8)	(150,2)	3 948,9	2,9	3 951,8
Résultat net de l'exercice	--	--	--	(25,3)	--	--	--	--	(25,3)	(0,1)	(25,4)
Aut. éléments du résultat global	--	--	--	--	42,8	--	126,5	--	169,3	0,5	169,8
Résultat global du 1^{er} semestre 2009	--	--	--	(25,3)	42,8	--	126,5	--	144,0	0,4	144,4
Augmentation de capital	36	0,1	0,9	--	--	--	--	--	1,0	--	1,0
Dividendes (a)	--	--	--	(204,7)	--	--	--	--	(204,7)	--	(204,7)
Paiement en actions (note 15-b)	--	--	--	9,6	--	--	--	--	9,6	--	9,6
Mouvements sur actions propres	(14)	--	--	(0,4)	--	--	--	--	(0,4)	--	(0,4)
Autres	--	--	--	(3,2)	--	--	--	--	(3,2)	0,2	(3,0)
Variation de périmètre	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,8	0,8
Total des transactions avec les actionnaires	22	0,1	0,9	(198,7)	--	--	--	--	(197,7)	1,0	(196,7)
Au 30 juin 2009	195 003	596,3	3 648,7	(29,4)	99,1	4,0	(273,3)	(150,2)	3 895,2	4,3	3 899,5

(a) Les montants unitaires des dividendes mis en distribution s'élèvent respectivement à 0,50 € en 2010 et 1,05 € en 2009.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

**Tous les montants figurant dans ces notes sont exprimés en millions d'euros
à l'exception des informations par action**

Le 28 juillet 2010, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires de Thales pour la période close le 30 juin 2010.

Thales (société mère) est une société anonyme cotée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 552 059 024.

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1) Comptes intermédiaires

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2010 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) et le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2010 (disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les comptes intermédiaires suivent des règles et méthodes comptables identiques à celles adoptées pour les comptes annuels établis au 31 décembre 2009, à l'exception des modifications indiquées dans le paragraphe 1.2 ci-après.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires sont les suivantes :

• Provisions pour retraite

Les chiffres retenus pour la détermination de la provision pour retraite résultent de l'extrapolation au 30 juin 2010 de l'évaluation actuarielle faite au 31 décembre 2009, sans changement d'hypothèses actuarielles.

• Impôt sur les bénéfices

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période, entité fiscale par entité fiscale, le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année en cours.

• Ecarts d'acquisition

Lors des arrêts intermédiaires, les tests de perte de valeur effectués à la clôture annuelle précédente sont réactualisés pour prendre en compte les évolutions relatives aux valeurs recouvrables et à l'actif net comptable de fin de période. Les pertes de valeurs éventuellement comptabilisées au cours du premier semestre ne sont pas réversibles.

1.2) Nouvelles normes et interprétations IFRS

• Application des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées à compter du 1^{er} janvier 2010 :

Les normes IFRS 3 (regroupements d'entreprises) et IAS 27 (Etats financiers consolidés et individuels), révisées sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010 suite à l'adoption par l'Union Européenne le 3 juin 2009.

Les normes IFRS 3 et IAS 27 révisées sont d'application prospective et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1er janvier 2010. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1er janvier 2010 ont été comptabilisés selon les principes décrits dans la note 1.b – *regroupements d'entreprises* de l'annexe aux états financiers consolidés du document de référence 2009 (page 36).

Les principes et méthodes comptables désormais en vigueur pour les opérations entrant dans le champ d'application de ces normes sont décrits ci-après :

Méthode de l'acquisition (dite purchase accounting) :

- A la date de prise de contrôle, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode :
 - les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition ;
 - les intérêts minoritaires sont évalués, soit à la juste valeur (méthode dite du goodwill complet), soit à la quote-part de l'actif net comptable acquis (méthode dite du goodwill partiel). Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.
- Les coûts directs liés au regroupement (honoraires d'évaluateurs, de conseils...) sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus (et non plus inclus dans l'écart d'acquisition).
- Les compléments de prix issus de nouveaux regroupements sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition, même s'ils ont un caractère éventuel. Au-delà du délai d'affectation, les ajustements de

valeur sont enregistrés en résultat (et non plus inclus dans l'écart d'acquisition) si l'ajustement de prix est un passif financier.

Ecart d'acquisition :

- L'écart d'acquisition correspond à la différence entre :
 - la juste valeur du coût d'acquisition, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et,
 - le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.
- Les écarts d'acquisition peuvent être corrigés dans les douze mois qui suivent la date d'acquisition pour tenir compte de l'estimation définitive de la juste valeur des actifs et passifs acquis.
- Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés immédiatement en « autres résultats opérationnels ». Les écarts d'acquisition positifs relatifs aux sociétés contrôlées sont enregistrés à l'actif du bilan en « immobilisations incorporelles ». Les écarts d'acquisition positifs relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés en « titres mis en équivalence ».
- Ces écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font, chaque année, l'objet de tests de perte de valeur. Les pertes de valeur éventuelles relatives aux écarts d'acquisition sont inscrites sur la ligne « perte de valeur » au sein du résultat opérationnel et ne sont pas réversibles.
- Les pertes de valeur liées aux titres mis en équivalence sont comptabilisées en « résultat des sociétés mises en équivalence ». Ces pertes de valeur sont réversibles.

Impôts différés :

Les impôts différés existants à la date d'acquisition, mais comptabilisés à l'actif au-delà du délai d'affectation, sont enregistrés en produit d'impôt dans le compte de résultat, sans ajustement de l'écart d'acquisition. Les dispositions transitoires de la norme stipulent que ce traitement s'applique, à compter du 1^{er} janvier 2010, à tous les regroupements d'entreprises (même antérieurs à cette date).

Variations de pourcentage de détention :

- L'acquéreur doit réévaluer à sa juste valeur à la date d'acquisition toute participation antérieurement détenue, juste avant d'en prendre le contrôle, et reconnaître le produit ou la perte correspondante dans le compte de résultat le cas échéant.
- La perte de contrôle donne lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération. Toute participation résiduelle conservée est ainsi réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle.
- L'incidence des variations de pourcentage de détention sans changement de contrôle (acquisition complémentaire ou cession) est constatée en capitaux propres, sans impact sur le résultat.

• Autres normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2010 :

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2010, listées dans la note 1-Principes comptables de l'annexe aux états financiers consolidés du document de référence 2009 (pages 35 et 36) n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés intermédiaires du Groupe au 30 juin 2010.

• Application de normes par anticipation :

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

1.3) Saisonnalité de l'activité

Conformément aux règles comptables, l'activité est reconnue, comme à la clôture annuelle, sur sa période de réalisation.

Lors des exercices précédents, c'est au cours du dernier trimestre de l'année, et plus particulièrement au mois de décembre, que le niveau de l'activité a été le plus élevé. Cette saisonnalité de l'activité s'est traduite par des revenus de l'activité et des résultats opérationnels généralement moins élevés au premier semestre. La société a constaté la récurrence de ce phénomène, avec toutefois une amplitude variable selon les années.

2. EVENEMENTS MARQUANTS

a) Principaux événements du premier semestre 2010

En décembre 2009, Thales a annoncé un projet de nouvelle organisation dans le but de simplifier son fonctionnement, de favoriser les synergies transverses et la réactivité commerciale, et d'améliorer les performances.

L'organisation du Groupe se déploie dorénavant selon une structure matricielle à deux dimensions : les Divisions et les Zones Géographiques :

Les Divisions sont chargées, au niveau mondial, de définir les stratégies de marché, les priorités de la recherche et développement, de la politique produit et de la politique industrielle, dans le respect des objectifs de rentabilité à long terme fixés par le Groupe. Elles sont regroupées au sein de deux pôles d'activité :

- le pôle Défense et Sécurité (systèmes C4I de défense et sécurité, systèmes de mission de défense, défense terrestre, opérations aériennes),
- le pôle Aérospatial et Transport (Avionique, systèmes de transport, Espace).

Les Zones Géographiques sont chargées de la mise en oeuvre de ces stratégies et politiques mondiales dans le respect des objectifs de rentabilité à court terme du Groupe ; elles sont responsables de la relation commerciale avec les clients locaux, des prises de commandes, chiffres d'affaires et résultats des activités correspondantes. Le Groupe a défini trois zones :

- la Zone A : USA, Canada, Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège, Corée du Sud, Australie, Europe centrale et du Nord, Asie du Nord ;
- la Zone B : Allemagne, Autriche, Suisse, Italie, Espagne, Singapour, Amérique Latine, Europe du Sud, Moyen-Orient & Afrique, Asie Occidentale et Asie du Sud ;
- la France.

Les informations sectorielles sont présentées dans la note 5.

b) Evolution du périmètre de consolidation

Au premier semestre 2010 :

Fin juin 2010, la Commission nationale de la loterie britannique a notifié son accord en vue de la cession par Thales de sa participation de 20% dans Camelot Group Plc, société opératrice de la loterie britannique, au fonds de pension canadien Ontario Teachers.

Thales a donc enregistré dans ses comptes semestriels 2010 une plus value de cession de 33,3 millions d'euros et constaté une créance d'un montant de 92 millions d'euros qui a été encaissée début juillet 2010.

Aucun autre changement significatif de périmètre n'est intervenu au cours du premier semestre 2010.

En 2009 :

En février 2009, Thales a acquis pour 20,3 millions d'euros, dans le cadre d'une offre publique d'achat, 94,6% du capital de la société israélienne CMT Medical Technologies Ltd, société spécialisée dans l'imagerie médicale. Cette société est consolidée depuis le 1^{er} juillet 2009¹.

Le prix d'acquisition des actions d'Alcatel Alenia Space a fait l'objet, conformément aux accords, d'un réexamen en 2009 selon une procédure contradictoire et a conduit Thales à verser à Alcatel-Lucent, en mai 2009, un complément de prix de 129,6 millions d'euros². Dans les comptes consolidés, ce dernier a été comptabilisé en augmentation de l'écart d'acquisition.

Le pacte d'actionnaires entre l'Etat et Thales du 30 janvier 2007 consent à Thales le droit de porter sa participation dans DCNS de 25% à 35% par exercice d'une option d'achat d'actions. Celle-ci est exerçable depuis le 29 mars 2009 et ce, pendant une période de 3 ans. Au 30 juin 2010 comme au 31 décembre 2009, la valeur de l'option n'est pas significative.

L'accord comporte par ailleurs des clauses de rémunération conditionnelle liées à l'obtention de certains contrats et à certaines conditions de performance opérationnelle. Au 30 juin 2010, ces conditions ne sont pas atteintes.

¹ Par simplification, et compte tenu du caractère non significatif sur les comptes consolidés du décalage par rapport à la date de prise / perte de contrôle.

² Ce complément de prix a été établi sur la base d'une valorisation de 67% des capitaux propres de Thales Alenia Space, établie à 724,5 M€, soit 124,5 M€ de plus que le prix plancher initial fixé à 600 M€, auxquels se sont ajoutés 5,1 M€ d'intérêts financiers.

3. COMPTE DE RESULTAT AJUSTE

Pour permettre le suivi et la comparabilité des performances économiques du Groupe, le compte de résultat consolidé est retraité des écritures relatives à l'allocation du prix d'acquisition (PPA) réalisée dans le cadre de regroupements d'entreprises significatifs.

Ces retraitements concernent pour l'essentiel les opérations réalisées en 2007 : acquisition des activités spatiales, Transport et Sécurité d'Alcatel-Lucent, et acquisition de 25% de DCNS.

L'incidence du PPA pour les trois périodes présentées, s'analyse comme suit :

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Coût de l'activité	--	(7,4)	(14,8)
Amortissement des actifs incorporels acquis	(40,8)	(42,2)	(84,4)
Résultat opérationnel courant	(40,8)	(49,6)	(99,2)
Impôt	13,8	16,8	33,6
Résultat des sociétés mises en équivalence	(4,1)	(4,1)	(8,2)
Résultat net	(31,1)	(36,9)	(73,8)

Le **compte de résultat ajusté**, pour les trois périodes présentées, s'analyse donc comme suit :

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Revenus	5 955,5	5 743,6	12 881,5
Coût de l'activité	(4 705,6)	(4 685,0)	(10 618,6)
Frais de recherche et développement	(274,3)	(254,9)	(550,5)
Frais commerciaux	(459,6)	(439,7)	(901,9)
Frais généraux et administratifs	(265,0)	(253,6)	(543,4)
Coût des restructurations	(46,6)	(42,2)	(116,1)
Résultat opérationnel courant	204,4	68,2	151,0
Perte de valeur sur actifs immobilisés	(4,1)	(5,3)	(260,1)
Résultat des cessions et autres	(7,4)	5,6	(1,0)
Résultat opérationnel	192,9	68,5	(110,1)
Intérêts financiers relatifs à la dette brute	(40,9)	(47,9)	(91,6)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents	10,6	14,8	26,0
Coût de l'endettement financier net	(30,3)	(33,1)	(65,6)
Autres résultats financiers	(4,0)	(27,4)	(44,9)
Autres composantes de la charge de retraite	(38,2)	(58,5)	(105,1)
Impôt sur les bénéfices	(12,4)	33,2	141,7
Résultat des sociétés mises en équivalence	29,5	28,8	56,2
Résultat net	137,5	11,5	(127,8)
Dont :			
Part du Groupe	137,5	11,6	(128,0)
Part des minoritaires	--	(0,1)	0,2

4. INFORMATIONS A PERIMETRE ET TAUX DE CHANGE COMPARABLES

Sur la base de compte de résultat ajusté, les résultats à périmètre et taux de change comparables se présentent comme suit :

	1^{er} semestre 2009 ajusté	Variation de périmètre (a)	Variation de change (b)	Evolution organique	1^{er} semestre 2010 ajusté
Revenus	5 743,6	15,6	157,5	38,8	5 955,5
Coût de l'activité	(4 685,0)	(7,9)	(119,1)	106,4	(4 705,6)
Frais de recherche et développement	(254,9)	(2,1)	(4,3)	(13,0)	(274,3)
Frais commerciaux	(439,7)	--	(8,0)	(11,9)	(459,6)
Frais généraux et administratifs	(253,6)	(0,7)	(8,4)	(2,3)	(265,0)
Coût des restructurations	(42,2)	--	(0,7)	(3,7)	(46,6)
Résultat opérationnel courant	68,2	4,9	17,0	114,3	204,4

(a) Les comptes des sociétés acquises au 1^{er} semestre 2010 et au second semestre 2009 sont exclus des comptes du 1^{er} semestre 2010.

Les comptes des sociétés cédées en 2009 sont exclus du compte de résultat 2009. Les comptes des sociétés cédées au 1^{er} semestre 2010 sont retraités pour que ces sociétés contribuent au compte de résultat sur une période identique en 2010 et 2009.

(b) La variation de change est déterminée comme suit : les résultats du premier semestre 2009 des filiales étrangères sont convertis aux taux de change moyens du premier semestre 2010. La différence de conversion obtenue est ajustée de l'impact des évolutions des devises sur les transactions réalisées dans une devise différente de la monnaie fonctionnelle des filiales.

5. INFORMATIONS SECTORIELLES

Comme indiqué dans la note 2, l'activité du Groupe est conduite, depuis début 2010, selon une structure matricielle à deux dimensions : les Divisions et les Zones Géographiques. Le principal décideur opérationnel examine régulièrement les performances opérationnelles des deux ensembles.

Dans le cadre de l'application d'IFRS 8, le Groupe a retenu les divisions opérationnelles comme secteurs à présenter dans la mesure où elles sont la base de l'élaboration de la stratégie du Groupe.

Ces divisions sont regroupées au sein de deux pôles :

- le pôle Défense et Sécurité, reposant sur une base de clientèle presque exclusivement gouvernementale (Etats, agences publiques...), inclut les divisions Systèmes C4I de Défense et Sécurité, Systèmes de Mission de Défense, Défense Terrestre et Opérations Aériennes.
- le pôle Aérospatial et Transport, dont les clients sont très majoritairement civils (opérateurs d'infrastructures, compagnies aériennes), inclut les divisions Avionique, Espace et Systèmes de Transport.

Les informations présentées ci-après suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés résumés, à l'exception des écritures relatives à l'allocation du prix d'acquisition (PPA) réalisée dans le cadre de regroupements d'entreprises significatifs qui sont exclues du résultat opérationnel courant. Le résultat sectoriel correspond en conséquence au résultat opérationnel courant ajusté, tel que présenté dans la note 3.

a) Information par pôle d'activité

Premier semestre 2010	Aérospatial et Transport	Défense et Sécurité	Autres, élim & non alloués (a)	Total Avant PPA	PPA	Thales
Carnet de commandes au 30 juin hors Groupe	9 800,5	15 031,6	71,1	24 903,2	--	24 903,2
Prises de commandes hors Groupe	2 513,5	2 605,4	24,8	5 143,7	--	5 143,7
Revenus hors Groupe	2 519,7	3 400,6	35,2	5 955,5	--	5 955,5
Revenus inter-secteurs	34,3	130,3	(164,6)	--	--	--
Revenus totaux	2 554,0	3 530,9	(129,4)	5 955,5	--	5 955,5
Résultat opérationnel courant (b)	7,1	207,4	(10,1)	204,4	(40,8)	163,6

Premier semestre 2009 retraité	Aérospatial et Transport	Défense et Sécurité	Autres, élim & non alloués (a)	Total Avant PPA	PPA	Thales
Carnet de commandes au 30 juin hors Groupe	9 523,7	14 257,3	40,0	23 821,0	--	23 821,0
Prises de commandes hors Groupe	2 730,9	3 104,4	25,0	5 860,3	--	5 860,3
Revenus hors Groupe	2 369,0	3 338,1	36,5	5 743,6	--	5 743,6
Revenus inter-secteurs	45,9	161,6	(207,5)	--	--	--
Revenus totaux	2 414,9	3 499,7	(171,0)	5 743,6	--	5 743,6
Résultat opérationnel courant (b)	(106,3)	192,4	(17,9)	68,2	(49,6)	18,6

(a) La colonne "autres, éliminations et montants non alloués" correspond à l'élimination des flux entre les deux pôles, aux données concernant les activités corporate (centres de recherche du Groupe, pôle immobilier et holdings) ainsi que les activités cédées l'année précédente. Le résultat opérationnel non alloué inclut donc le résultat des activités corporate non refacturées aux secteurs, le coût des surfaces inoccupées par les secteurs ainsi que la charge liée aux paiements fondés sur des actions.

(b) Le résultat opérationnel courant du Groupe inclut des crédits d'impôt recherche à hauteur de 71,9 M€ au premier semestre 2010 et de 70,1 M€ au premier semestre 2009.

Au premier semestre 2009, le résultat opérationnel courant avait été principalement affecté par l'accroissement des coûts prévisionnels de développement du système de gestion de vol de l'A400M, conduisant à enregistrer une nouvelle provision de 102 M€.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes de l'exercice 2009, le Groupe avait spécifiquement communiqué, dans la note 16 de l'annexe aux comptes consolidés, sur ce programme ainsi que sur le programme Meltem d'avions de patrouille et surveillance maritime pour le ministère de la défense turc.

A la date d'arrêté des comptes semestriels 2010, des incertitudes demeurent dans la réalisation de certains programmes complexes aéronautiques et de billetterie et, en particulier, concernant l'issue des discussions en cours, tant avec le ministère de la défense turc sur le programme Meltem qu'avec Airbus sur le programme A400M. Ces éléments sont susceptibles d'avoir une incidence matérielle sur le résultat de ces programmes sur l'exercice en cours.

b) Information par zones géographiques

Premier semestre 2010	Zone A	Zone B	France	Autres, élim & non alloués (a)	Total des secteurs & autres	PPA	Thales
Carnet de commandes au 30 juin hors Groupe	8 960,4	4 399,1	11 543,6	0,1	24 903,2	--	24 903,2
Prises de commandes hors Groupe	1 766,1	1 066,8	2 308,4	2,4	5 143,7	--	5 143,7
Revenus hors Groupe	2 073,0	1 184,0	2 695,4	3,1	5 955,5	--	5 955,5
Revenus inter-secteurs	131,8	158,5	358,3	(648,6)	--	--	--
Revenus totaux	2 204,8	1 342,5	3 053,7	(645,5)	5 955,5	--	5 955,5
Résultat opérationnel courant	95,5	49,2	62,0	(2,3)	204,4	(40,8)	163,6

Premier semestre 2009 retraité	Zone A	Zone B	France	Autres, élim & non alloués (a)	Total des secteurs & autres	PPA	Thales
Carnet de commandes au 30 juin hors Groupe	8 257,1	4 371,5	11 190,7	1,7	23 821,0	--	23 821,0
Prises de commandes hors Groupe	1 311,2	1 521,7	3 023,5	3,9	5 860,3	--	5 860,3
Revenus hors Groupe	1 868,6	1 097,1	2 772,6	5,3	5 743,6	--	5 743,6
Revenus inter-secteurs	92,6	157,3	362,3	(612,2)	--	--	--
Revenus totaux	1 961,2	1 254,4	3 134,9	(606,9)	5 743,6	--	5 743,6
Résultat opérationnel courant	74,5	70,4	(61,2)	(15,5)	68,2	(49,6)	18,6

(a) La colonne "autres, éliminations et montants non alloués" correspond à l'élimination des flux entre les trois zones ainsi qu'aux données relatives à Thales (Société mère) et Thales International S.A. Le résultat opérationnel non alloué inclut en outre la charge liée aux paiements fondés sur des actions.

Les Zones géographiques sont réparties de la façon suivante :

- Zone A : USA, Canada, Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège, Corée du Sud, Australie, Europe centrale et du Nord, Asie du Nord ;
- Zone B : Allemagne, Autriche, Suisse, Italie, Espagne, Singapour, Amérique Latine, Europe du Sud, Moyen-Orient & Afrique, Asie Occidentale et Asie du Sud ;
- France.

c) Revenus (directs ou indirects) par destination :

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009
France	1 308,6	1 399,2
Royaume-Uni	767,4	661,5
Autres pays d'Europe	1 529,7	1 555,8
Amérique du Nord	590,2	545,8
Proche et Moyen-Orient	599,7	531,8
Asie et Pacifique	820,1	734,4
Afrique et Amérique Latine	339,8	315,1
Total	5 955,5	5 743,6

6. PERTES DE VALEUR SUR ACTIFS IMMOBILISES

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Frais de développement (a)	--	--	(240,0)
Ecart d'acquisition	(4,1)	(5,3)	(17,4)
Autres immobilisations corporelles et incorporelles	--	--	(2,7)
Total	(4,1)	(5,3)	(260,1)

(a) Les pertes de valeur de l'exercice 2009 comprenaient essentiellement :

- 158,3 M€ sur les développements avioniques, civils et A400M,
- 43,6 M€ dans les activités de multimédia de bord,
- 25,5 M€ dans les activités de simulation.

7. RESULTAT DES CESSIONS ET AUTRES

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Cessions de titres :	35,2	4,3	12,1
Participations minoritaires de Telespazio	--	2,0	7,1
Participation dans Camelot (20%)	33,3	--	--
Autres	1,9	2,3	5,0
Cessions d'autres actifs :	(4,0)	1,3	(3,0)
Actifs immobiliers	1,1	--	--
Autres	(5,1)	1,3	(3,0)
Perte nette sur le sinistre de l'Aquila (a)	(3,6)	--	(10,1)
Complément de provision sur litige (b)	(35,0)	--	--
Total	(7,4)	5,6	(1,0)

(a) Le site de production de Thales Alenia Space à l'Aquila (Italie) a été gravement endommagé par le tremblement de terre du 7 avril 2009. Une solution temporaire a été mise en place pour reconstituer progressivement des capacités de production et poursuivre la réalisation des programmes à partir d'une base industrielle principalement à l'Aquila, mais aussi à Rome et Milan. A fin 2009, la perte nette totale liée au sinistre a été estimée, pour la part du Groupe, à -10,1 M€, après prise en compte des indemnités d'assurance. Un complément de -3,6 M€ a été enregistré au premier semestre 2010.

(b) Complément de provision liée à la sentence notifiée à Thales le 3 mai 2010 dans le cadre de l'arbitrage l'opposant à la République de Chine (Taiwan), tel que décrit en note 19.

8. AUTRES RESULTATS FINANCIERS

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Profits (pertes) de change	(1,6)	(2,6)	(10,5)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change	--	(24,7)	(37,3)
Inefficacité des couvertures de change	(3,9)	(2,1)	(5,3)
Résultat de change	(5,5)	(29,4)	(53,1)
Produits financiers nets sur créances et dettes d'exploitation	5,5	3,5	6,0
Dividendes reçus	3,7	3,4	6,1
Pertes de valeur / titres « disponibles à la vente »	(4,6)	(0,3)	--
Dépréciation des prêts et autres créances financières	(1,7)	--	0,9
Autres	(1,4)	(4,6)	(4,8)
Total	(4,0)	(27,4)	(44,9)

9. RETRAITE ET PRESTATIONS ASSIMILEES

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Coût normal de la période	(31,2)	(28,6)	(57,5)
Charge d'intérêt	(107,1)	(101,6)	(204,6)
Rendement attendu des placements	80,2	72,2	140,5
Impact des liquidations de régime	--	(16,6)	(12,0)
Amortissement des modifications de régime	(5,9)	(5,6)	(17,0)
Amortissement des écarts actuariels	(5,4)	(6,9)	(12,0)
Autres composantes de la charge de retraite	(38,2)	(58,5)	(105,1)
Charge totale de la période	(69,4)	(87,1)	(162,6)

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Provision à l'ouverture	(790,7)	(803,5)	(803,5)
Charge totale de la période	(69,4)	(87,1)	(162,6)
Prestations et contributions versées	66,3	62,1	156,2
- au titre de la réduction des déficits au R-U	31,4	27,6	57,6
- au titre des contributions / prestations récurrentes	34,9	34,5	98,6
Ecarts de conversion	(3,4)	(2,9)	(5,9)
Variations de périmètre et autres	3,2	23,0	25,1
Provision à la clôture	(794,0)	(808,4)	(790,7)
Dont : Présenté à l'actif	68,2	46,5	66,0
Présenté au passif	(862,2)	(854,9)	(856,7)

10. IMPOT SUR LES BENEFICES

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Résultat net	106,4	(25,4)	(201,6)
Moins charge d'impôt	(1,4)	(50,0)	(175,3)
Moins résultat net des sociétés mises en équivalence	(25,4)	(24,7)	(48,0)
Résultat avant impôt	79,6	(100,1)	(424,9)
Taux moyen d'imposition	27,0%	36,5%	38,1%
Produit (charge) d'impôt théorique	(21,5)	36,5	161,9
Eléments non imposables	33,9	25,3	49,4
Variation des impôts différés actifs non reconnus au bilan	(11,5)	(8,7)	(22,7)
Réduction de l'écart d'acquisition / actifs d'impôts différés initialement non reconnus	--	(1,5)	(26,4)
Autres	0,5	(1,6)	13,1
Produit (charge) net d'impôt réel	1,4	50,0	175,3

11. RESULTAT PAR ACTION

		Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Numérateur (en millions d'euros) :				
Résultat net part du Groupe	(a)	106,4	(25,3)	(201,8)
Résultat net part du Groupe après dilution	(b)	106,4	(25,3)	(201,8)
Dénominateur (en milliers) :				
Nombre moyen d'actions en circulation	(c)	195 422	194 970	195 054
Options de souscription et d'achat d'actions		181	429	434
Nombre moyen d'actions en circulation dilués	(d)	195 603	195 399	195 488
Résultat net par action (en euros)	(a) / (c)	0,54	(0,13)	(1,03)
Résultat net par action dilué (en euros)	(b) / (d)	0,54	(0,13)	(1,03)

12. ECARTS D'ACQUISITION

Dans le cadre de la nouvelle organisation, les écarts d'acquisition ont été réaffectés aux nouvelles divisions opérationnelles. Cette réallocation a été effectuée sur la base des activités transférées ou, le cas échéant, en utilisant une approche fondée sur la juste valeur relative au sein des anciennes unités génératrices de trésorerie. Cette réallocation est sans incidence sur les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2009.

	31/12/09 Net	Acquisitions	Cessions	Pertes de valeur	Change et autres	30/06/10 Net
Avionique	352,9	--	--	--	3,4	356,3
Systèmes de Transport	871,0	--	--	--	0,1	871,1
Espace	467,2	--	--	--	--	467,2
Aérospatial et Transport	1 691,1	--	--	--	3,5	1 694,6
Systèmes C4I de Défense et Sécurité	566,7	--	--	(4,1)	18,8	581,4
Systèmes de Mission de Défense	411,4	--	--	--	6,3	417,7
Défense Terrestre	269,1	--	--	--	4,0	273,1
Opérations Aériennes	40,6	--	--	--	1,2	41,8
Défense et Sécurité	1 287,8	--	--	(4,1)	30,3	1 314,0
Autres	8,0	--	--	--	0,4	8,4
Total	2 986,9	--	--	(4,1)	34,2	3 017,0

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31/12/09 Net	Var. de périmètre	Acquisitions / activations	Cessions	Dotations aux amort.	Change et autres	30/06/10 Net
Relation clientèle acquise	320,9	--	--	--	(13,0)	0,6	308,5
Carnet de commandes acquis	53,0	--	--	--	(12,4)	--	40,6
Technologie acquise	163,4	--	--	--	(14,6)	0,2	149,0
Autres	13,3	--	--	--	(0,8)	1,1	13,6
Incorporels acquis (PPA)	550,6	--	--	--	(40,8)	1,9	511,7
Frais de développement	253,7	--	18,3	--	(20,9)	11,9	263,0
Autres	121,0	0,2	5,7	(0,4)	(15,0)	7,5	119,0
Immobilisations incorporelles	925,3	0,2	24,0	(0,4)	(76,7)	21,3	893,7
Immobilisations corporelles	1 338,3	0,8	120,4	(3,0)	(130,7)	43,2	1 369,0
Total	2 263,6	1,0	144,4	(3,4)	(207,4)	64,5	2 262,7

14. TITRES DE PARTICIPATION MIS EN EQUIVALENCE

	% détenu en fin de période		Situation nette fin de période		Résultat		
	30 juin 2010	31 déc. 2009	30 juin 2010	31 déc. 2009	1er sem. 2010	1er sem. 2009	Année 2009
Aviation Communications & Surveillance Syst.	30	30	63,9	54,9	1,5	1,6	4,6
Camelot (cédée en 2010 – note 2)	--	20	--	50,0	3,4	4,3	6,4
DCNS	25	25	521,9	520,2	10,5	11,2	23,5
DpiX	20	20	19,5	16,4	0,2	1,1	1,3
Elettronica	33	33	34,3	30,4	4,0	3,4	6,1
Indra Espacio	33	33	16,8	16,3	0,5	1,0	1,2
Autres	--	--	31,5	22,8	5,3	2,1	4,9
Total			687,9	711,0	25,4	24,7	48,0

15. CAPITAUX PROPRES

a) Capital

Au 30 juin 2010, le capital social de Thales se compose de 199 074 227 actions de 3 €. La répartition du capital est la suivante :

	30/06/10			31/12/09		
	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote
T.S.A. et sa filiale Sofivision	52 670 906	26,46%	41,25%	52 670 906	26,46%	41,60%
Etat français (dont une action spécifique)	2 022	--	--	2 022	--	--
Sogepa	1 081 256	0,54%	0,85%	1 081 256	0,54%	0,85%
Etat Français	53 754 184	27,00%	42,10%	53 754 184	27,00%	42,45%
Dassault Aviation	51 539 524	25,89%	20,18%	51 539 524	25,90%	20,35%
Thales	3 734 537	1,88%	--	3 556 693	1,79%	--
Salariés	5 923 210	2,97%	4,59%	5 965 354	3,00%	3,76%
Public	84 122 772	42,26%	33,13%	84 208 177	42,31%	33,44%
Nombre d'actions composant le capital social	199 074 227	100,00%	100,00%	199 023 932	100,00%	100,00%

b) Rémunération fondée sur des actions

Le Groupe évalue le montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'actions gratuites et d'actions avec décote dans le cadre de plans d'épargne entreprise. Les justes valeurs de ces instruments sont déterminées à leurs dates d'attribution respectives. Les montants ainsi obtenus sont étalés en résultat sur la durée d'acquisition des droits et la charge correspondante est incluse dans le résultat opérationnel courant.

Montants comptabilisés au titre des paiements fondés sur des actions (a) :

Date du Plan	Nombre initial d'options / d'actions	Juste valeur à la date d'octroi	Juste valeur au 30/06/10	Charge du 1er semestre 2010	Charge du 1er semestre 2009	Charge de l'année 2009
01/07/03	3 034 200	(21,3)	--	--	--	--
01/07/04	2 638 750	(21,4)	--	--	--	--
30/06/05	2 201 500	(19,5)	--	--	0,2	0,2
09/11/06	2 223 950	(23,5)	(0,1)	0,5	1,6	2,8
04/07/07	1 654 530	(15,6)	(0,6)	0,7	1,9	3,3
01/07/08	1 688 076	(11,2)	(1,7)	1,0	2,9	6,1
25/11/08	71 700	(0,3)	(0,1)	0,1	0,1	0,2
25/06/09	1 600 340	(11,2)	(5,5)	2,6	0,1	3,3
Total options		(124,0)	(8,0)	4,9	6,8	15,9
04/07/07	312 435	(11,5)	(3,0)	1,5	1,6	3,1
01/07/08	317 705	(9,3)	(4,7)	1,2	1,2	2,4
25/06/09	334 980	(8,7)	(6,5)	1,1	--	1,1
Actions gratuites		(29,5)	(14,2)	3,8	2,8	6,6
24/04/08	2 519 280	(5,0)	--	--	--	--
PEE		(5,0)	--	--	--	--
Total		(158,5)	(22,2)	8,7	9,6	22,5

(a) Plans émis après le 7 novembre 2002, date de première application de la norme.

c) Actions propres

Les actions détenues par Thales société mère en propre sont au nombre de 3 734 537 au 30 juin 2010 et de 3 556 693 au 31 décembre 2009. Dans les comptes consolidés, elles figurent en diminution des capitaux propres consolidés pour un montant de -144,8 M€ au 30 juin 2010 et de -141,5 M€ au 31 décembre 2009.

16. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	31/12/09	Var. de périm. change et aut.	Dotations	Reprises	30/06/10
Restructuration	118,6	2,1	39,9	(43,4)	117,2
Provisions sur contrats	704,4	67,0	144,6	(132,4)	783,6
- garanties	248,1	10,5	39,5	(34,5)	263,6
- litiges	210,8	23,7	43,8	(19,1)	259,2
- perte à terminaison	98,3	3,3	27,2	(45,2)	83,6
- autres	147,2	29,5	34,1	(33,6)	177,2
Autres provisions pour risques et charges	306,8	5,1	47,0	(34,4)	324,5
Total	1 129,8	74,2	231,5	(210,2)	1 225,3

17. DETTE FINANCIERE NETTE

	30/06/10	31/12/09
Dettes financières à long terme	1 655,8	1 651,6
Part à court terme des dettes financières	943,3	326,4
Comptes courants créditeurs auprès de parties liées	180,9	196,9
Juste valeur des instruments dérivés – gestion de la dette	(36,2)	(24,8)
Dette financière brute (I)	2 743,8	2 150,1
Comptes courants débiteurs auprès de parties liées	118,3	94,8
Titres de placement	8,5	4,4
Trésorerie et équivalents trésorerie	2 021,6	1 960,1
Trésorerie et autres placements (II)	2 148,4	2 059,3
Dette financière nette (I – II)	595,4	90,8

- Détail de la dette brute

	30/06/10	31/12/09
Emprunt obligataire 2013	602,7	601,9
Emprunt obligataire 2011	797,2	785,6
Billets de trésorerie	812,8	149,9
Financement de projets	205,6	199,5
Emprunts auprès des établissements de crédit	59,7	115,0
Dettes financières diverses	36,6	49,1
Financement des immobilisations en crédit-bail	19,1	20,5
Comptes courants auprès de parties liées	180,9	196,9
Découverts bancaires	36,4	22,7
Intérêts courus	29,0	33,8
Juste valeur des instruments dérivés – gestion de la dette (a)	(36,2)	(24,8)
Dette financière brute	2 743,8	2 150,1

(a) Selon IAS 39, la valeur des emprunts prend en compte les variations de juste valeur du risque couvert. Cette variation de valeur de la dette est compensée par la réévaluation des swaps de couverture enregistrée sur la ligne « juste valeur des instruments dérivés ».

Caractéristiques des emprunts :	nominal	échéance	Taux			
			nature		Nominal	effectif (hors couverture)
Emprunt obligataire 2013	600 M€	avril 2013	fixe	dt 200 M€ swapés à tx variable	4,375%	4,5757%
Emprunt obligataire 2011	500 M€ 275 M€ (cpt jan 09)	juillet 2011	fixe	dt 575 M€ swapés à tx variable	4,375%	4,4776% 5,75%
Financements de projets	Dettes sans recours, ou à recours limité, dont la charge et le remboursement sont assurés par la part des revenus des projets garantie contractuellement par les clients. Emprunts à taux fixes (ou à taux variable swapés à taux fixe) et échelonnés jusqu'en 2020.					

À la date de publication du présent document, les notations attribuées aux emprunts du Groupe Thales par les agences de rating étaient les suivantes :

Emprunts à moyen & long terme	Moody's	Standard & Poor's
Perspective	A2	BBB+
Billets de trésorerie & emprunts à court terme	perspective stable	perspective stable
	Prime-1	A2

A fin 2009, la notation attribuée par Moody's aux emprunts à moyen & long terme était de A1 ; celle de Standard & Poor's de A - .

L'abaissement de la notation n'a aucun impact sur les termes et conditions des financements confirmés ; elle n'entraîne en effet aucune mise en jeu des covenants contenus dans les contrats de financement. L'entrée en vigueur de la seule clause d'exigibilité anticipée des lignes de crédit confirmées ne saurait se faire que dans l'hypothèse où l'Etat ne détiendrait plus son action spécifique au capital de la société, et que, simultanément, le ratio de la dette financière nette consolidée rapportée à l'EBITDA (résultat opérationnel courant avant amortissements et dépréciation) serait supérieur à 3.

18. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

a) Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Seules les acquisitions ayant donné lieu à un mouvement de trésorerie figurent dans le tableau des flux de trésorerie. Sont notamment incluses les activations de frais de développement (18,3 M€ au 1^{er} semestre 2010, 48,3 M€ au 1^{er} semestre 2009 et 113,2 M€ en 2009).

b) Investissement financier net

Investissements dans les filiales et participations :	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Complément de prix Alcatel Alenia Space (note 2)	--	(129,6)	(129,6)
CMT Medical technologies Ltd	--	(20,3)	(20,3)
Autres	(6,1)	3,1	(5,5)
Investissements dans les filiales et participations	(6,1)	(146,8)	(155,4)
- Trésorerie des sociétés acquises	--	4,9	7,4
Investissements dans les filiales et participations, net	(6,1)	(141,9)	(148,0)

Cessions de titres de participation :	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Autres	0,9	(1,7)	5,3
Cessions de titres de participation	0,9	(1,7)	5,3
- Trésorerie des sociétés cédées	--	(5,2)	(5,3)
Cession de titres de participation, net	0,9	(6,9)	--

c) Augmentation (diminution) des fonds propres et des intérêts minoritaires

	Premier semestre 2010	Premier semestre 2009	Année 2009
Augmentation de capital / levées de stock-options	5,5	0,4	4,6
Prix de cession (acquisition) des actions propres	(5,2)	9,9	17,0
Total	0,3	10,3	21,6

19. RISQUES JURIDIQUES

Le Groupe est exposé, par son activité, à des litiges techniques et commerciaux. Les litiges mentionnés dans le rapport de l'an dernier ont connu les évolutions suivantes :

Thales a pris connaissance de la sentence notifiée le 3 mai 2010 dans l'arbitrage l'opposant à la marine de la République de Chine (Taïwan). Cette décision intervient au titre de la violation alléguée des dispositions contractuelles relatives à l'utilisation d'intermédiaires, dans le cadre d'un contrat conclu en 1991 par Thomson-CSF (devenue Thales) pour la fourniture à Taïwan de six frégates de type Lafayette.

Le montant total de la sentence s'élève à 482 MUSD et 82 M€, portant intérêts depuis août 2001, ainsi qu'environ 15 M€, portant intérêts à compter du 3 mai 2010, soit un total d'environ 630 M€ (intérêts inclus).

La société a formé un recours en annulation contre cette sentence devant la Cour d'Appel de Paris.

La part de Thales dans ce litige s'élève à 27,463% du total, correspondant à sa part industrielle dans le contrat de fourniture. Compte tenu des provisions passées antérieurement, un complément de 35 M€ (avant impôts) a été enregistré dans les comptes du premier semestre 2010.

Aucun autre litige significatif n'est né depuis le début de l'exercice 2010. Et, à la connaissance de Thales, il n'existe aucun autre fait exceptionnel ou litige ayant eu ou de nature à avoir une influence significative sur les résultats, la situation financière et les objectifs du Groupe.

20. PARTIES LIEES

Les principales transactions entre parties liées sont renseignées dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés du document de référence 2009.

Les revenus réalisés au premier semestre 2010 avec l'Etat français s'élèvent à 870 M€ (contre 900 M€ au premier semestre 2009).

Au 30 juin 2010, le montant des créances échues, portant intérêt moratoire, vis-à-vis de la Direction générale de l'armement s'élève à 450 M€ (contre 45 M€ au 31 décembre 2009).

THALES

Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

ERNST & YOUNG Audit

MAZARS

ERNST & YOUNG Audit

FAUBOURG DE L'ARCHE – 11, ALLEE DE L'ARCHE 92037 PARIS-LA DEFENSE CEDEX
COMMISSAIRES AUX COMPTES – MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE VERSAILLES
SAS A CAPITAL VARIABLE – 344 366 315 NANTERRE

MAZARS

61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 LA DEFENSE CEDEX
SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS – RCS NANTERRE B 784 824 153

THALES

Siège Social : 45, rue de Villiers 92200 NEUILLY-sur-SEINE

Société Anonyme au capital de 597 219 681 €

N° Siret : 552 059 024

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

ERNST & YOUNG Audit

MAZARS

THALES

Comptes Semestriels

*Période du 1er janvier au
30 juin 2010*

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Thales, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir

THALES

Comptes Semestriels

*Période du 1er janvier au
30 juin 2010*

avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 1 « Principes comptables » des comptes semestriels consolidés résumés qui expose les nouvelles normes et interprétations que le Groupe Thales a appliquées à compter du 1^{er} janvier 2010 ;
- les notes 2.a) « Principaux événements du premier semestre 2010 », 5 « Informations sectorielles » et 12 « Ecart d'acquisition » des comptes semestriels consolidés résumés présentant les changements de présentation de l'information sectorielle et de répartition des écarts d'acquisition suite à l'évolution de l'organisation du Groupe. Le Groupe a retenu les divisions opérationnelles regroupées au sein de deux pôles, le pôle Défense et Sécurité, et le pôle Aérospatial et Transport ;
- la note 5.a) « Informations Sectorielles par pôle d'activité » des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit les incertitudes dans la réalisation de deux contrats des pôles Défense et Sécurité et Aérospatial et Transport ;
- la note 19 « Risques juridiques » des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit le risque relatif à la demande d'arbitrage déposée par un client du Groupe.

THALES

Comptes Semestriels

*Période du 1er janvier au
30 juin 2010*

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris-La Défense et à Courbevoie, le 29 juillet 2010

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

Michel GAUTHIER

Nour-Eddine ZANOUDA

MAZARS

Jean-Louis SIMON